



Vers un partenariat renouvelé

avec le voisinage méridional

Lancement d'un nouvel Agenda pour la Méditerranée

Vingt-cinq ans après la déclaration de Barcelone, un partenariat méditerranéen renforcé demeure un impératif stratégique pour l'Union européenne (UE). **Le nouvel Agenda pour la Méditerranée** propose de relancer le partenariat méditerranéen et de libérer le potentiel économique inexploité de la région.

Il reste de nombreux défis politiques, socio-économiques et de sécurité à relever dans le voisinage méridional, certains ayant même été exacerbés par la pandémie de COVID-19. Des conflits non résolus continuent de peser lourdement sur les économies et les sociétés de la région. L'UE et ses États membres s'emploient, conjointement avec les pays méditerranéens partenaires, à relever ces défis et à adapter leur coopération aux réalités d'aujourd'hui, à aider les gens de la région à jouir pleinement de leurs droits et à satisfaire leurs aspirations pour l'avenir.

Le nouvel Agenda nous aidera à saisir ensemble les chances qui se présentent, dans le respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, en tirant le meilleur parti possible de la transition verte et numérique et en créant des sociétés et des économies ouvertes à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes. Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit fait partie intégrante de notre partenariat.

Thèmes principaux

-  Développement humain, bonne gouvernance et état de droit
-  Résilience, prospérité et transition numérique
-  Paix et sécurité
-  Migration et mobilité
-  Transition écologique: résilience face au changement climatique, énergie et environnement

Financement

Cet Agenda guidera la coopération bilatérale, régionale et transrégionale de l'UE au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) de l'UE.

Pour la période **2021-2027**, la Commission européenne propose de mobiliser **jusqu'à 7 milliards d'euros** au titre de l'IVCDCI, garanties et financements mixtes au titre du Fonds Européen pour le Développement Durable Plus compris, ce qui devrait contribuer à mobiliser **des investissements privés et publics à hauteur de 30 milliards d'euros** dans le voisinage méridional.

Un plan économique et d'investissement pour le voisinage méridional

Le plan économique et d'investissement pour le voisinage méridional comprendra des **initiatives phares dans des secteurs prioritaires**, dont le développement humain et la bonne gouvernance, le développement économique, l'énergie, l'environnement, le changement climatique, la migration et la mobilité, en vue de renforcer la résilience et la prospérité, de tirer parti de la transition numérique et d'augmenter les échanges commerciaux et l'investissement pour soutenir la compétitivité et la croissance inclusive.

Développement humain, bonne gouvernance et état de droit

- ✘ Améliorer les capacités de préparation et de réaction des systèmes de soins de santé
- ✘ Soutenir un engagement renouvelé en faveur des droits de l'homme, de l'état de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance, afin de consolider les systèmes de gouvernance, d'améliorer la transparence et le respect de l'obligation de rendre des comptes et de renforcer la confiance dans les institutions
- ✘ Donner des moyens d'action aux jeunes et à la société civile et encourager l'égalité entre les hommes et les femmes
- ✘ Encourager la recherche, l'innovation, la culture et l'éducation grâce à une meilleure participation aux programmes de l'UE

Résilience, prospérité et transition numérique

- ✘ Bâtir des économies inclusives, résilientes, durables et connectées en restaurant la confiance dans l'environnement des entreprises, en encourageant la diversification économique et en améliorant l'interconnectivité
- ✘ Soutenir le passage au numérique, tant pour le secteur public que pour le secteur privé
- ✘ Soutenir l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises
- ✘ Tirer parti des avantages conférés par l'émancipation économique des femmes

Paix et sécurité

- ✘ Réaffirmer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de la paix, ainsi que de la résolution et de la prévention des conflits dans le cadre d'un système multilatéral redynamisé s'articulant autour des Nations unies
- ✘ Intensifier la coopération en matière de sécurité, de manière à mieux lutter contre le terrorisme, les cybermenaces et les menaces hybrides, ainsi que la criminalité organisée

Migration et mobilité

- ✘ Renforcer la coopération en matière de migration sur la base de partenariats globaux, équilibrés, sur mesure et mutuellement bénéfiques, conformément au nouveau pacte sur la migration et l'asile.
- ✘ Lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés, en résolvant les conflits, en apportant une réponse ciblée aux défis socio-économiques et en offrant des perspectives économiques, en particulier pour les jeunes
- ✘ Tirer parti des avantages que procurent les migrations légales et la mobilité, dans le respect des compétences de l'UE et de celles des États membres

Transition écologique: résilience face au changement climatique, énergie et environnement

- ✘ Aider les pays à respecter leurs engagements en matière de climat
- ✘ Conduire la transition énergétique et assurer la sécurité énergétique
- ✘ Encourager une utilisation efficace des ressources et la biodiversité
- ✘ Réussir la transition vers des systèmes alimentaires durables

